

Construction politique et alternative

Par Louis Mazuy

Tout d'abord quelques mots pour témoigner de la dynamique du mouvement pour le Non à la constitution qui s'est constitué dans le secteur de Maubeuge. La section du parti est à l'initiative depuis novembre. Dès le départ, nous avons adopté une démarche de rassemblement sans nous imposer par principe comme dirigeant du collectif. Par exemple, nous avons attendu qu'une centaine de personnalités de terrain ait donné leur accord pour tenir deux assemblées de discussion et adoption du texte. Maintenant, débute la préparation de réunions publiques de communes ou de villes, avec l'objectif d'un grand rendez vous le 6 mai. Un des aspects importants, c'est le souci de faire grandir la dynamique en tenant compte du comment chaque association ou syndicat se positionne. Certaines sont publiquement pour le NON, d'autres sont d'accord pour faire en sorte que leurs adhérents puissent être citoyens en ayant connaissance de tous les éléments du débat. Cette expérience de travail avec d'autres sensibilités est susceptible de devenir un nouvel outil d'intervention citoyenne. La mise en valeur du communisme est à notre portée à deux conditions :

- respecter les autres sensibilités et organisations en jouant le jeu d'une co-animation des comités,
- être porteur d'analyses et propositions donnant cohérence à un choix de société post capitaliste.

Par contre, si nous apparaissions encore trop marqués par les pratiques anciennes du parti guide, de l'enfermement dans l'institutionnel, et si notre apport en terme de choix de société se limite à quelques propositions passe-partout, les autres sensibilités ne considéreront pas notre communisme actuel comme une référence pour l'avenir. Dans le cadre de cette expérience de rassemblement, la qualité de notre identité est donc à nouveau en question. Et cela pèsera lourd pour aborder les échéances suivantes, puisque cela déterminera notre capacité à construire avec d'autres un rassemblement pour un choix clair de société en 2007.

Michel DUFFOUR vous a transmis ma note intitulée « Illusion programmatique et stratégie communiste ». La divergence que j'ai avec la logique mise en œuvre par le collègue exécutif depuis juin 2004 correspond à des problèmes de fond qui à mon sens sont toujours ceux qui nous ont conduit à la débâcle le 22 avril 2002. Et l'expression injurieuse de Marie-Pierre VIEU vis à vis des signataires du texte ...est le signe que les nostalgiques de la gauche plurielle n'ont pas dit leur dernier mot à deux ans de 2007.

Pour préciser quelques questions, voici des expériences et points d'actualité récents qui éclairent les défis auxquels nous sommes confrontés.

Ma fédération du Nord a engagé des rencontres avec chaque organisation syndicale et association militante. A ce jour, nous avons rencontré l'UD CGT, l'UD FO, AC, le secteur CGT chômeurs et la FSU.

Concernant l'UD CGT, la discussion fut très riche. Je ne m'étendrai pas sur les intentions de concertation entre l'UD CGT et nos élus concernant divers

dossiers précis (TOCE ...). Cela n'a rien de nouveau, si ce n'est que dans la période, le réaliser sans malentendu est d'actualité. Par contre, il en ressort qu'il faut d'urgence une analyse commune entre le parti et les militants du monde du travail, sur les conditions de mise en œuvre de la sécurité sociale professionnelle, en raison du problème posé par la récupération du PS et partiellement de la droite . Se polariser sur les différences entre la proposition CGT et la SEF est une erreur politique, pouvant nous conduire à un nouveau désastre dans nos relations avec le monde du travail. Par contre, l'analyse peut amener à préciser des critères et à constater qu'en l'état notre projet n'a pas toute la dimension transformatrice nécessaire, même si cela ne concorde pas avec la théorisation de la SEF qui est faite parmi nous depuis 10 ans.

Avec l'UD CGT, nous avons aussi retenu d'élargir l'analyse au devenir des AGS, menacés par le MEDEF. Si aujourd'hui, les AGS sont un dispositif d'intervention trop limité d'assurance en cas de faillite d'entreprises, son principe est un repère car il mutualise les risques par un financement de toutes les entreprises. Ce dispositif pourrait être étendu à tout le champ de responsabilité sociale et environnementale que nous réclamons pour les entreprises.

Pour engager ces approfondissements avec des retombées concrètes en interventions, nous avons deux manières complémentaires de le faire. D'une part, selon le rapport parti-élus-syndicats. D'autre part, en gagnant une réunion purement politique avec des camarades communistes ou sympathisants qui ont des responsabilités syndicales de premier plan. Dans l'immédiat , nous privilégions la réunion purement politique. Suite à la décision CGT sur le référendum, le besoin de faire plus de politique ensemble sans mélange avec le syndicalisme est un message que des communistes CGTistes encore critiques sur le parti commencent à entendre, ceci à condition que les dirigeants du parti qui les sollicitent posent la question selon une problématique adéquat. Je ne m'étendrai pas sur ce point, qui mériterait une séance particulière de notre CN, avec le souci de clarifier en vue d'arrêter à faire des dégâts malgré nous. On ne regagnera pas en influence dans le monde du travail si nos pratiques et conception d'activité politique ne sont pas profondément renouvelées en répondant aux exigences des militants syndicaux les plus soucieux de pratique démocratique et de projet alternatif véritable.

L'enjeu, c'est la crédibilité du parti dans le monde du travail et en conséquence le comment faire pour que la capacité de récupération du PS ne fonctionne pas à nouveau pleinement. Un récent passage de DSK à la télé a montré que le PS, certes malmené par le NON de gauche à la constitution, est en pole position quand il se réclame de la sécurité sociale professionnelle, tout en se positionnant pour un retour de l'intervention de l'Etat sur les questions de l'industrie , de la recherche développement, compte tenu des défis posés par les délocalisations.

Je ne peux que regretter qu'il n'y ait pas eu de suite à mes nombreuses demandes de clarification et de travail collectif d'élaboration nouvelle sur les enjeux de la maîtrise publique de l'industrie, et sur une alternative sérieuse face aux problèmes des délocalisations.

D'une part , notre secteur d'économie politique n'a qu'un souci, c'est d'enfermer toutes nos analyses et propositions dans le cadre des conceptions développées par Paul BOCCARA, ceci en négligeant les autres approches.

D'autre part, le collègue exécutif se garde bien de lancer un véritable travail

d'analyse critique et d'élaboration nouvelle sur les points fondamentaux de la transformation sociale. Intégrer dans notre projet les notions de développement durable et de commerce équitable n'a rien de révolutionnaire si les fondements de type marxiste ne sont pas mis à jour pour que cela ne soit pas un nouvel accompagnement du capitalisme.

Par contre, a été publiée à grand frais une brochure sur le programme en mettant devant le fait accompli une grande partie du CN. Cela témoigne d'une curieuse conception de la souveraineté des communistes. En fait, c'est la confirmation d'une non volonté d'organiser un débat de fond sur le projet entre communistes. Cela nous maintient dans des faiblesses de fond qui coûtent très chères à notre crédibilité dans le monde du travail. Quand je dis ça, cela ne signifie pas qu'il n'y aurait qu'à tenir compte de ce qu'expriment les militants syndicaux. Il s'agit surtout de co-élaborer avec les militants du monde du travail sur le fond du projet de transformation et notre stratégie, avec un contenu global à la mesure du défi posé aujourd'hui par le capitalisme et le néo-libéralisme. Je ne développerais pas sur les contenus car ce serait trop long.

Concernant ma critique de la démarche programmatique, elle ne sous-estime pas la préparation de l'échéance électorale de 2007. Mon avis est que préparer 2007 selon une démarche programmatique est d'une efficacité électorale douteuse.

Lors de notre rencontre, un membre de la délégation AC a dit : « quand on voit à quel point la droite met en cause nos droits, on mesure maintenant bien qu'il y a une différence entre la droite et la gauche ». Puis, il a ajouté : « 2007, j'en ai parlé dans la rencontre avec le PS qui nous a répondu qu'il veut discuter d'un programme avec les associations et les syndicats ».

Manifestement, placer la question de l'alternative en 2007 en terme de programme à mettre en œuvre par une future majorité de gauche ne gêne aucunement la domination du PS.

Quant au secrétaire de l'UD FO, il a fait une remarque qui situe bien l'handicap réel que nous avons et qui explique bien pourquoi beaucoup de gens appréciant notre implication sociale ne votent pas pour nous quand il s'agit de mandats politiques essentiels. En décidant pour la première fois de rencontrer le parti, FO se déclare attentif aux prises de position et propositions que nous faisons dans les institutions quand il s'agit de défendre les intérêts du monde du travail. Puis, il ajoute : « votre rôle de mouche du coche a toute son utilité ». En terminant ainsi, le responsable FO résume bien l'opinion majoritaire qui conduit à l'alternance. Seules la droite et le PS sont considérés comme capables de diriger une politique globale, l'exigence d'une transformation sociale étant ainsi hors jeu. Les verts sont d'ailleurs dans le même problème que nous puisqu'ils sont considérés comme la mouche du coche pour l'écologie.

Et, face à ce problème, la visée communiste n'a pas d'avenir si sur la stratégie et le projet, nous ne faisons pas des transformations essentielles du type de celles que j'ai tenté d'explicitier dans ma note. La situation spécifique de la campagne du référendum masque nos lacunes jusqu'à la fin mai. Ensuite, Il faudra absolument que nous existions autrement que dans une posture d'accompagnement critique du social libéralisme dominant comme l'expérience actuelle des conseils régionaux le montre à nouveau. Il nous reste deux ans pour être artisan d'interventions citoyennes sur les enjeux de société exprimées par le mouvement social. Il est urgent que nous clarifions bien entre nous ce que cela implique comme repères

d'activité communiste militante et d'exercice des mandats institutionnels. En ce moment, dans notre département, deux enjeux permettent d'expérimenter :

- le devenir de l'éducation nationale, sur lequel nous préparons une rencontre régionale en nous étant concerté avec la FSU,
- la proposition du transport public gratuit dans la région, qui pose des questions majeures de société et sur laquelle il nous faut être autre chose qu'un syndicat bis.

De ce fait, je fais partie de ceux qui ne feront pas de zèle pour diffuser le projet de programme électoral du parti à deux ans de 2007.

Intervention lors au Conseil national du 11 mars 2005.